## Secteur de l'eau et de l'assainissement : une $\tilde{A}$ Otude recommande un organisme de r $\tilde{A}$ Ogulation

Dossier de<br/>
de /> la rédaction de H2o August 2015

Les pouvoirs publics sont priés de mettre en place un organisme de régulation pour une meilleure gouvernance des secteurs de l'eau et de l'assainissement. Telle est la principale recommandation d'une étude réalisée sous l'égide du Conseil des ONG d'appui au développement (CONGAD).

Le consultant Antoine Diockel Thiaw est l'auteur d'une étude sur la gouvernance des secteurs de l'eau et de l'assainissement, dont les conclusions viennent d'Ãatre rendues publiques. Selon l'expert, il s'agira de veiller à l'existence d'un régulateur qui soit à équidistance des pouvoirs publics, des bailleurs de fonds et des usagers.

Selon l'étude, les tendances lourdes montrent une nette réussite de l'État dans les politiques de promotion de l'accÃ"s à l'eau potable. C'est ainsi qu'en milieu urbain 98 % des objectifs ont été atteints. En revanche, le document se dA©sole de constater une baisse de 63 A 49 % du taux d'accÃ"s à un assainissement adéquat en milieu rural. De mÃame, un mÃ@nage sÃ@nÃ@galais sur six utilise une source d'eau non protÃ@gÃ@e. Par ailleurs de fortes disparités subsistent d'une région à l'autre. Les principales contraintes identifiées concernent le recul des branchements sociaux, les baisses de pression et surtout les coupures sur le r\( \tilde{A} \tilde{\to} \) seau en milieu urbain et périurbain. La saturation et la vétusté des ouvrages sont déplorées. 49 millions de mÃ"tres cubes d'eau distribués sur le réseau ne seraient pas conformes aux standards internationaux. L'on peut ainsi constater la présence de fluor dans les eaux distribuées notamment dans la zone centre du pays. Les coûts de traitement et du transfert de l'eau du lac de Guiers vers la capitale sénégalaise sont aussi jugés onéreux. Par ailleurs, les ménages périurbains et ruraux sont confrontés à des problÃ"mes liés à l'évacuation efficace des eaux usées. L'étude indique qu'il s'agirait encore de veiller à un rééquilibrage entre les investissements massifs réalisés au profit de l'eau et ceux concernant directement l'assainissement.

Mamadou Lamine Diatta, Le Soleil (Dakar) - AllAfrica 24-07-2015